



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-09-2014

Bureau National du 10 septembre 2014
Rapport introductif de Tonío Sanchez
secrétaire national

Notre 7ème congrès se tiendra les 28 et 29 novembre.

Nous avons un peu plus de deux mois pour débattre avec tous nos adhérents de la politique actuelle et surtout des conditions politiques du changement, que nous sommes les seuls à proposer.

Ce congrès prendra des décisions pour améliorer notre future organisation.

Examinons d'abord rapidement la situation politique nationale et internationale.

Un premier constat : tout va très vite, le capital a besoin d'accélérer, de pousser sans cesse les pouvoirs en place à aller toujours plus loin et plus vite dans la recherche de profits nouveaux. Cela vaut pour la France, mais aussi pour l'Europe et le monde entier.

Nous le répétons souvent, ce sont les multinationales qui dirigent, qui prennent les décisions politiques qu'elles font appliquer aux gouvernements à leur service.

Il faut le répéter parce que c'est le fond du problème.

La propagande capitaliste tente de masquer la responsabilité du capital et c'est bien normal dans la situation actuelle.

Tous les médias sont sur le même créneau, aucun ne manque l'occasion pour dénoncer l'incapacité à gouverner de Hollande, ses attitudes, ses comportements. C'est une opération qui vise avant tout à détourner l'opinion du vrai débat.

*Fidèles alliés du capital Hollande et son gouvernement appliquent à la lettre les décisions du Medef et pour ce faire, ils n'hésitent pas à modifier leur équipe (c'est le quatrième gouvernement en trois ans).

* Hollande et son gouvernement sont les plus fidèles alliés de l'impérialisme européen et Étasunien. Ils sont les premiers à vouloir intervenir militairement partout, en Centrafrique, au Mali, ils voulaient le faire en Syrie, ils poussent à une intervention en Ukraine etc.... **Il ne s'agit donc pas d'incompétence ou d'incapacité mais bien du résultat d'une politique nationale et internationale au service exclusif des multinationales dont il faut absolument éviter de parler, on devine pourquoi...**

Hollande et Valls le disent eux-mêmes « il n'y a pas de politique de rechange » et tout est fait pour tenter de le faire croire.

C'est là toute l'importance de notre parti, de nos propositions, de notre indispensable développement pour démontrer qu'une autre société est possible. Nous y reviendrons.

Tout va donc très vite. Notre comité national du mois de juin, avait souligné que le "pacte de responsabilité" (50 milliards offerts au capital) n'aurait aucun effet sur l'emploi et qu'au contraire il entraînerait la suppression de 250 000 emplois d'ici 2017.

Le chômage n'a cessé d'augmenter, on dépasse aujourd'hui les 500 000 emplois détruits depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir et les décisions prises et à venir vont encore aggraver la situation.

Un rapport officiel souligne que les conditions de vie pour les pauvres se sont aggravées, on invente même des "catégories" de pauvres!!

Hollande et Valls ont annoncé une « rentrée difficile », pas pour tout le monde!!

Les grands groupes, les multinationales, les patrons se portent très bien.

Les résultats financiers sont éloquentes :

- Les actifs des banques privées ont augmenté de 20 % en 2013 pour les 200 plus grandes banques mondiales. Le montant total de ces actifs est estimé à 20 000 milliards de dollars (les Echos). Un seul exemple : la BNP Paribas gère à elle seule 395 milliards de dollars (plus 11 %). C'est plus que le budget national (360 milliards)

- Les bénéfices cumulés des entreprises du CAC 40 ont augmentés de 18 % au premier semestre de cette année. (Les échos du 8 et 9 août).

- Les échos titrent également (29 et 30 août) « Les poids-lourds français ont engrangé 31,4 milliards d'euros de profits cumulés au premier semestre 2014. Les résultats nets annuels atteignent 48 milliards d'euros en 2013 et 39 milliards de dividendes ont été versés au titre de l'année 2013. Quelques exemples de résultats nets publiés (Les Echos 29/08)

- Total 4,7 milliards (plus 21,2%)

- EDF 3,117 milliards (plus 8,3%)

- AXA 3 milliards (plus 21,9%)

- GDF Suez 2,630 milliards (plus 51,2%)

- Vivendi 1,913 milliards (plus 84,8%)

- Sanofi 1,861 milliards (plus 29,5%)

- L'Oréal 1,735 milliards (1,5%) etc... La liste est longue.

Ce même journal indique que la distribution de dividendes a explosé mais que dans le même temps les investissements ont diminué de 4,7 % au premier semestre après un recul de 5 % en 2013. Les entreprises du CAC 40 annoncent déjà un

deuxième semestre encore meilleur et une année 2015 en progression du point de vue des résultats financiers bien sûr.

Comme on le voit la « rentrée difficile » est réservée aux travailleurs et au peuple, ce qui explique toute la campagne de propagande actuelle qui annonce d'autres mauvais coups.

Le gouvernement prépare l'examen du budget national et il a déjà donné quelques indications concernant le renforcement de l'austérité : suppression des 35 heures, ouverture élargie du travail du dimanche, renforcement des mesures contre les privés d'emploi, possible augmentation de la TVA voir de la CSG, « simplification » du code du travail, la suppression des seuils sociaux concernant les élections professionnelles etc. Toutes ces mesures, vont de concert avec les propositions du Medef qui confirme qu'en 2015 les salaires n'augmenteront pas. (Après une baisse du pouvoir d'achat de 1% en 2013)

La déclaration d'amour de Valls aux patrons lors des universités d'été du Medef montre encore une fois qui dirige la France. Le pouvoir socialiste aime l'entreprise et ses patrons méritants qui accumulent des fortunes considérables, fruit de l'exploitation du travail. Quelques exemples :

- Bolloré 8 milliards (transport et gestion portuaire), détient 36 % du groupe Havas (pub), 5 % de Vivendi, les bénéfices sont en hausse de 30 %– Mulliez, le patron des magasins Auchan a accumulé 40 milliards de fortune personnelle. Auchan c'est 60 milliards de chiffre d'affaires en 2013 et un bénéfice en hausse de 19 %.

- Bettencourt (L'Oréal) 23 milliards de fortune personnelle,

- Arnaud 19,7 milliards (LVMH),

- Dumas 18,6 milliards (industrie du luxe),

- Dassault 11 milliards, (propriétaire du journal Le Figaro, de 8 % des actions de Veolia, et 26 % de Thalès)

Et sa fortune personnelle a augmenté de 55 %.

- Wertheimer 6,7 milliards (Chanel).

Pinault 6,6 milliards (luxe), détient le journal Le Point.

- Niel 6,3 milliards (Free) détient le journal Le Monde,

- Castel 6,3 milliards (vins) etc. etc...

Et ils en veulent plus, toujours plus, au détriment bien sûr de la satisfaction des besoins sociaux : baisse continue du pouvoir d'achat, santé, logement, éducation, services publics, les mutuelles santé sont dans le collimateur, on a déjà parlé du chômage et de la pauvreté, tout y passe...

Qui a par nous parle de cela ?

Qui a par nous propose des solutions de fond à cette situation ?

Les partis politiques ne remettent jamais en cause le système dans lequel on vit, ils critiquent la gestion de ce système mais sans jamais le condamner.

La droite fait de la surenchère mais vu la soumission totale du PS au Medef, elle s'exprime de moins en moins sauf à s'entre-déchirer pour désigner le meilleur serviteur du capital en vue des prochaines élections.

Tous les partis tentent d'ailleurs de se positionner pour «offrir une alternative » comme ils disent, sans jamais remettre en cause le capital.

Le Front de Gauche, après les illusions qu'il a créées, disparaît petit à petit du paysage politique. Mélenchon a paraît-il besoin de se reposer, le parti communiste français cherche à regrouper tous les mécontents de la politique actuelle : les

frondeurs du parti socialiste, les Verts etc.... Bref il reste englué dans ses alliances toujours plus à droite. Le Front National demande la dissolution de l'assemblée, comme d'autres d'ailleurs, et se dit prêt à gouverner avec Hollande pour appliquer bien entendu la politique du capital version autoritaire, voire plus.

On sait ce qu'il en est des centrales syndicales. Elles font toutes preuve d'un immobilisme complice, aucune initiative d'ampleur n'est prise face à une situation sociale qui s'aggrave tous les jours. Elles sont d'une complaisance sans faille avec le Medef qui a réussi à les intégrer à la gestion des mesures qu'il prend. C'est le cas en ce moment concernant les discussions sur « la modernisation du dialogue social ».

Il n'y a vraiment que les luttes à la disposition des travailleurs pour faire reculer le capital et avancer sur les revendications.

Les patrons vont continuer de frapper : la SNCF est gravement menacée de fermeture, 760 emplois vont être détruits dans les caisses de retraite, Peugeot Motocycles annonce de nouvelles restructurations dans ses usines de fabrication de scooters, la promesse d'augmenter les petites retraites est oubliée, l'augmentation des impôts sur le revenu a un impact considérable sur le pouvoir d'achat... **Dans ces conditions les luttes ne peuvent que s'amplifier, continuons à les encourager et les soutenir. Dans ce sens, notre tract de rentrée va être très utile. Assurons une diffusion de masse.**

Cette situation sociale en France est comparable avec celle des pays européens, les mêmes mesures sont appliquées partout et provoquent les mêmes effets. À noter que l'Allemagne n'est plus présentée comme le modèle parfait du capital, des économistes du système évoquent même une possible récession, ils montrent en exemple aujourd'hui des pays comme l'Italie, l'Espagne et même la Grèce alors que les taux de chômage ne baissent pas, que la pauvreté s'étend, les profits des entreprises de ces pays explosent.

Cette recherche constante de profits nouveaux et à tout prix met en concurrence les grands groupes capitalistes ce qui génère des tensions partout et sur tous les continents.

La situation évolue très rapidement, les conflits armés provoqués par cette concurrence inter-capitaliste se multiplient.

Nous avons beaucoup écrit sur cette question ces dernières semaines, nous sommes encore une fois les seuls à aborder la politique internationale sur le fond, ce qui nous incite à renforcer notre activité concernant ces sujets qui ne pas toujours simples à décortiquer.

Les tensions sont vives sur tous les continents, à des degrés divers mais ne perdons jamais de vue l'essentiel: les causes de ces tensions c'est le profit capitaliste.

Faisons le clair sur l'utilisation des religions, de « l'humanitaire » pour justifier les interventions militaires.

L'OTAN vient de réunir ses pays membres pour accélérer la mainmise sur les richesses et les peuples du monde. Cette organisation au service exclusif de l'impérialisme vient de créer une "unité d'intervention rapide" opérationnelle en 48h et capable d'intervenir partout où l'impérialisme étasunien est en danger. **Il s'agit là de préparer de nouveaux conflits armés inter-impérialistes qui peuvent mener au déclenchement généralisé d'une nouvelle guerre. Cette menace**

se fait chaque jour plus précise et comme on peut le constater, le gouvernement français veut jouer les premiers rôles dans ces conquêtes internationales : Mali, Centrafrique, Syrie, Ukraine, le pouvoir français intervient ou veut intervenir partout et il y met les moyens pour le faire tant en dépenses d'armements (silence sur leur montant), qu'en vente d'armes aux pays dits "alliés», autrement dit, soumis entièrement aux volontés de l'impérialisme.

Par exemple, les ventes d'armes françaises ont augmenté de 31 % pour atteindre un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros.

La vente d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes (ceux qui arment les milices fascistes) représente 40 % de ce chiffre d'affaires dont 28 % pour la seule Arabie Saoudite.

Des discussions pour renforcer ces ventes sont actuellement en cours entre la France et l'armée libanaise, l'Arabie Saoudite (qui finance l'armée libanaise) et le Qatar. La Pologne est également concernée pour de futures livraisons d'armes françaises.

Comme on le voit, la concurrence internationale, la compétition entre puissances capitalistes entraîne, depuis la défaite de l'URSS, des tensions qui s'aggravent de jour en jour. **Continuons à soutenir les peuples qui luttent pour s'émanciper de l'impérialisme américain et européen.**

La présence de « Communistes » est indispensable dans le débat politique national et international, la classe ouvrière, le peuple ont besoin de cet outil révolutionnaire pour lutter et construire une société débarrassée du capital.

C'est ce que nous voulons débattre au cours de notre 7^{ème} congrès, c'est le fil conducteur du document politique qui sera présenté au Comité National du 20 septembre prochain.